L'exode des compétences des pays d'Afrique

Françoise Profit

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1784>

DOI : 10.4000/ries.1784

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2002

Pagination : 14-16

ISBN : 2-84520-553-8

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Françoise Profit, « L'exode des compétences des pays d'Afrique », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 29 | avril 2002, mis en ligne le 01 avril 2005, consulté le 05 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1784> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1784>

Ce document a été généré automatiquement le 5 juillet 2021.

© Tous droits réservés

L'exode des compétences des pays d'Afrique

Françoise Profit

- 1 Lorsque dans les années soixante, les Britanniques ont été confrontés à l'exode des professions médicales de leur pays vers les États-Unis, ils ont nommé ce phénomène « *brain drain* »¹. Avec la mondialisation, l'expatriation des personnels qualifiés devient un phénomène général préoccupant : le Conseil Économique et Social français a rendu public une étude qui analyse le problème de la fuite des cerveaux et en particulier le cas des pays africains².
- 2 Depuis 1990, l'Afrique perd en moyenne 20 000 spécialistes par an, soit un tiers de ses professionnels les mieux formés.
- 3 J.B. Meyer³ estime qu'il y aurait au total 38 000 chercheurs et ingénieurs originaires d'Afrique subsaharienne en Europe et aux États-Unis, soit 20 % de la totalité de ce type de population en Afrique. Cependant, la part de l'Afrique subsaharienne dans la recherche menée aux États-Unis ne représente que 2,5 %. L'examen de la répartition des domaines de recherche⁴ prouve que les préoccupations scientifiques en Afrique sont d'ordres agro-alimentaire et sanitaire, ce qui réduit la capacité du continent à participer efficacement au développement des autres sciences.
- 4 L'inadéquation entre les formations et les besoins nationaux, le fossé entre les qualifications et les emplois disponibles, l'insuffisance des opportunités d'innovation en comparaison des pays d'accueil, sont autant d'arguments qui poussent les chercheurs africains à émigrer vers des pays qui comblent ces manques.
- 5 Les pays les plus attractifs pour les cadres des pays d'Afrique sont les États-Unis, le Canada, l'Australie et l'Europe. Pour des raisons liées à leur histoire, les pays d'Afrique du Nord se tourneront davantage vers les pays d'Europe, tandis que les pays d'Afrique subsaharienne préféreront les États-Unis.
- 6 Depuis une dizaine d'années, les pays de l'OCDE pratiquent une politique de quotas de l'immigration qui protège les résidents tout en permettant l'embauche d'immigrés hautement qualifiés. Ainsi l'Australie effectue une sélection des migrants qualifiés et

exerce une politique d'encouragement pour une répartition plus équilibrée des migrants sur le sol australien, le Canada facilite l'installation temporaire d'étrangers travaillant sur les logiciels, les États-Unis ont créé des visas spécifiques, les « visas technologiques », qui sont attribués en fonction des besoins et la Norvège a adopté des mesures restrictives visant à limiter le nombre d'étrangers non qualifiés. De plus, dans les pays d'accueil, le recours au travail temporaire est de plus en plus fréquent, ce qui permet aux pays développés d'introduire une plus grande flexibilité sur le marché du travail et de pallier les pénuries sectorielles de main d'œuvre. Le travail temporaire aurait donc tendance à favoriser la circulation des personnes qualifiées hors de leurs frontières. Par ailleurs, les Accords ACP-UE⁵ de juin 2000 engagent les pays de l'UE à n'effectuer aucune discrimination fondée sur la nationalité à l'égard des travailleurs migrants.

- 7 Pays d'accueil et pays d'origine sont incités à se mobiliser pour proposer des aménagements de leur politique. Plusieurs solutions coexistent de part et d'autre. À travers différents programmes internationaux, RQAN, TOKTEN⁶, notamment, les pays développés aident les pays d'origine à faciliter le retour au pays et la réinsertion de leurs chercheurs. Les organisations internationales spécialisées comme l'OIM⁷ peuvent intervenir à plusieurs niveaux : sensibilisation et incitations des États africains à mettre en place une politique nationale migratoire, formation de fonctionnaires selon les normes internationales et mise en place de programmes qui identifient et mobilisent la diaspora.
- 8 Les solutions préconisées dans le rapport du Conseil Économique et Social relèvent de l'intervention des organisations internationales et de la politique menée par chaque pays d'Afrique pour retenir les personnels qualifiés. Pour l'Europe, le Conseil recommande la mise en place d'une politique de coopération dont le but serait de promouvoir la croissance économique et la création d'emplois dans les pays de départ, ce qui constituerait une alternative à l'accélération des migrations. Les gouvernements des États francophones doivent aussi favoriser les opérations de co-développement, tout en ayant conscience que l'aide au développement est un mécanisme d'accompagnement qui ne peut se substituer aux efforts des gouvernements concernés.
- 9 D'autres alternatives sont envisagées pour pallier le retour physique qui peut engendrer des problèmes d'emploi et de réinsertion : le retour virtuel, qui fait appel aux outils modernes – télétravail, téléconférence – serait une nouvelle forme d'implication. Les diasporas scientifiques et techniques, potentiel de ressources énorme pour les pays d'origine, pourraient être mobilisées pour des expertises ou pour favoriser des investissements par la création d'entreprises et donc d'emplois nouveaux dans leur pays d'origine. Ces solutions, alors, visent non plus à faire revenir les personnes, dans les pays d'origine, mais les savoirs, dans des structures capables de les accueillir.

NOTES

1. « Quand la mondialisation accélère la fuite des « cerveaux », *Croissance - Le monde en développement* : article de Cristina L'Homme : « Razzia sur les cerveaux ». In *Problèmes économiques* n 2.731, 2001/10/10, p. 14-16.
 2. *De l'exode à la mobilisation des compétences dans le cadre d'un véritable co-développement*. Conseil Économique et Social, rapporteur : Mireille Raunet. Septembre 2001.
 3. « L'option diaspora de l'Afrique du Sud », Jean-Baptiste Meyer, in *Afrique contemporaine* n 190, 1999, p. 5.
 4. Répartition par domaine : 66 % pour l'agroalimentaire, la santé et les sciences humaines, 4 % pour les sciences fondamentales. Ce dernier chiffre tombe à 1,6 % si on retire l'Afrique du Sud. Source : Rapport de Mireille Raunet op. cit. p. 43.
 5. ACP-UE : Afrique-Caraïbes-Pacifique – Union Européenne.
 6. Programme RQAN : *Return of Qualified African Nationals* ; Programme TOKTEN : *Transfert of Knowledge Through Expatriate Nationals* du PNUD.
 7. OIM : Organisation Internationale pour les Migrations.
-

INDEX

Index géographique : Afrique subsaharienne

AUTEUR

FRANÇOISE PROFIT

Documentaliste au Centre de ressources documentaires du CIEP